

La transition entre l'école et un métier est une galère pour certains jeunes

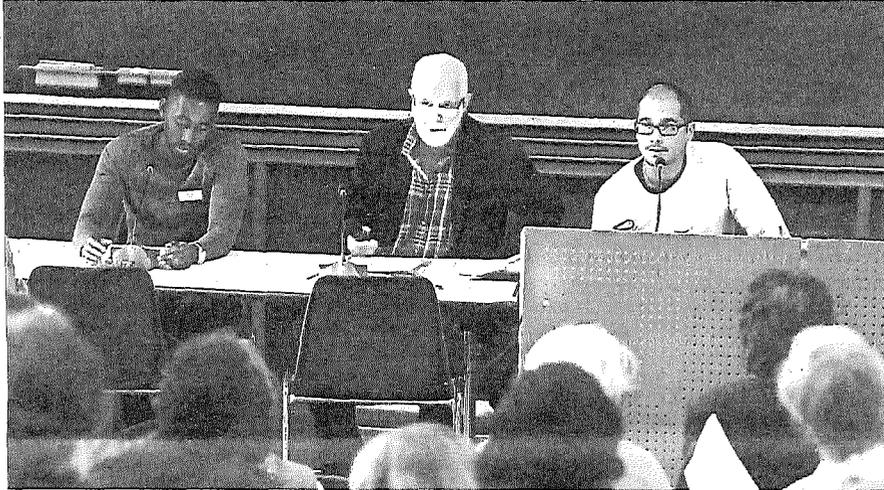
TdG Emploi, 8.10.2014

Les Assises de l'éducation ont fait le point sur la situation des élèves qui ne terminent pas leur formation

Christine Werlé

Plus de 50% des jeunes en Suisse connaissent une rupture du parcours linéaire ou un changement d'orientation entre la fin de l'école obligatoire et l'exercice d'un métier. En Suisse romande, près de 16% d'entre eux se retrouvent sans diplôme à la fin du secondaire II (la période de la formation qui suit l'école obligatoire). C'est sur la base de ce constat, issu du rapport de l'enquête TREE 2014, que le Syndicat des enseignants romands (SER) a entamé une réflexion sur cette problématique à l'occasion des Assises romandes de l'éducation, qui se sont tenues fin septembre à Lausanne.

Projeté devant la centaine de personnes présentes, le documentaire GALÉRAGE illustre le propos de ces adolescents qui peinent à s'intégrer dans le monde professionnel ou dans celui de la formation. Le film, réalisé à travers la Permanence jeunes adultes (PJA), structure d'accueil de la Maison de quartier de Saint-Jean, à Genève, retrace l'itinéraire



Un film d'Aleksandr Thibaudeau (à dr.) sur ces jeunes «sur la touche» (à g. l'un des protagonistes du film, Séverin Porquet) a nourri les débats des Assises de l'éducation. NICOLE ROHRBACH

Récupérer les jeunes sur la touche

A Genève, selon le Service de la recherche en éducation (SRED) du Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), environ 9 jeunes sur 10 terminent une formation de niveau secondaire II. Le SRED précise que le canton ne se distingue pas

de la moyenne du reste du pays. Un constat que nuance Georges Pasquier, président du Syndicat des enseignants romands (SER): «Des jeunes disparaissent dans la nature après l'école obligatoire et nous n'en connaissons pas la proportion», admet-il. Une zone grise en quelque sorte

dont l'Office fédéral de la statistique (OFS) ne pourra mesurer l'étendue que dans deux ou trois ans, grâce à la mise en place d'un système qui permettra de suivre toute personne de la naissance à la mort d'après son numéro AVS. C.W.

de trois jeunes qui ont connu un parcours perturbé entre la fin de l'école obligatoire et l'exercice d'un métier.

Entre errance et petits jobs, ces compagnons de galère parlent de leur découragement, de leur sentiment d'infériorité et de leur difficulté à choisir une voie professionnelle à l'âge de 15 ans. «Je ne savais pas ce que je voulais faire. J'ai longtemps douté de moi», raconte Séverin Porquet, l'un des protagonistes du film présent à ces Assises, aujourd'hui sorti d'affaire.

Conflit avec les profs

Le film apparaît aussi comme une critique des milieux scolaires. Les jeunes y déplorent le manque d'informations à la fin de l'école obligatoire sur les filières possibles et la dévalorisation systématique des enseignants qui les poussent dans une voie qui ne leur correspond pas, «comme si c'était normal».

Les réactions négatives d'enseignants n'ont pas manqué lors de certaines projections, comme le souligne Aleksandr Thibaudeau, co-réalisateur du documentaire et l'un des intervenants de la journée: «Les enseignants affirment que les élèves sont orientés, mais que leur message ne passe pas», explique-t-il. Alors, où se situe le problème? «On est ici en face de jeunes qui sont en conflit avec leurs enseignants. Ils développent une animosité envers les adultes car ceux-ci les ont des-

endus pendant si longtemps. Donc, ils ne vont pas les écouter. La nature du lien joue sur le discours».

Valoriser l'apprentissage

Les difficultés relationnelles prof-élève ne sont toutefois pas seules en cause. Les enseignants peinent à vendre l'apprentissage, car c'est un parcours qu'ils n'ont pas connu, selon Aleksandr Thibaudeau. L'apprentissage n'est-il donc pas assez valorisé en Suisse? «Nous assistons à une polarisation extrême des emplois en milieu urbain, analyse José Ramirez, professeur à la Haute Ecole de gestion de Genève (HEG) et économiste du travail. Il se crée beaucoup d'emplois très qualifiés à un bout de l'échelle et, à l'autre bout, beaucoup d'emplois très peu qualifiés. Ce qui laisse moins de disponibilité pour l'apprentissage».

A cela s'ajoute la dure loi de l'économie: «Les employeurs, tout comme les assureurs malade, font la chasse aux «bons risques», illustre Anne-Catherine Lyon, conseillère d'Etat vaudoise en charge du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture et présidente de la Conférence intercantonale de l'instruction publique. Ils ne prennent plus ceux qui sortent directement de la scolarité obligatoire car ils veulent que leurs recrues soient plus âgées, aient vécu certaines galères ou aient suivi un bout de formation au gymnase.»